

Extrait du site UGTG.org

url : <http://ugtg.org/spip.php?article2393>

Pa manyé Sendikalis ! 18 désanm nou douvan Tribinal Bastè

- Expressions -

Date de parution : 29 novembre 1999

Date de mise en ligne : dimanche 16 d'octobre 2018

Mis à jour le : dimanche 16 d'octobre 2018

UGTG.org



CAMARADES, TRAVAILLEURS, MILITANTS DE L'UGTG, PEUPLE DE GUADELOUPE,

Le procès en appel du Secrétaire Général de l'UGTG, Eli DOMOTA, aura lieu le 18 Décembre 2018 à 14H30 devant la Cour d'appel de Basse-Terre. Pour rappel, il avait été poursuivi pour "pour violence en réunion", suite à une plainte déposée par un cadre dirigeant de BMW, propriété de Bruno BLANDIN, Président du Medef Guadeloupe.

Lors du premier procès le 15 mars dernier, la vérité éclata : Un dossier monté de toutes pièces pour nuire à l'UGTG, criminaliser l'action syndicale et surtout camoufler le licenciement de plusieurs membres de l'UGTG dont notre délégué syndical.

La présumée victime avait même retiré sa plainte. C'est donc sur la base d'un faux dossier et des faux témoins que le parquet de Pointe-à-Pitre décidait de poursuivre le Secrétaire Général de l'UGTG.

Au final, ne sachant plus quoi inventer, le tribunal condamnait la Secrétaire Général de l'UGTG à une amende de 300 Eurosuros avec 20% de réduction s'il payait dans les 30 jours soit 240 euros.

APA 240ÉWO NOU PA NI !!!

Le Président du Medef Guadeloupe, gérant de la concession BMW, Bruno BLANDIN, a volontairement licencié nos camarades en faisant même passer notre délégué syndical pour un voleur à travers une plainte calomnieuse qui s'est terminée par un non-lieu du juge d'instruction.

Wi, c'est bien une machination, soutenue par l'Etat, pour nuire à l'UGTG afin de s'attaquer à tous les acquis sociaux des Travailleurs et des larges masses, remettre en cause les accords collectifs, piétiner l'Accord BINO et détricoter le Code du Travail.

Aujourd'hui, comme la quasi-totalité des organisations patronales de Guadeloupe, le Medef Guadeloupe est une organisation hors la loi au regard des dispositions légales relatives à la négociation collective et au dialogue social ; et ses adhérents continuent pourtant à bénéficier des aides publiques, avec la bénédiction du Préfet.

ÇAMARADES, TRAVAILLEURS, MILITANTSDEL'UGTG

SENDIKALIS PA KRIMINÈL ! TRAVAYÈ PA CHYEN !

ANNOU SANBLÉ MAWDI 18 DÉSANM 2018

2 zèd laprémidi (14H00) DOUVAN TRIBINAL BASTÈ

UGTG, Lapwent, 14.12.2018